

**Annulation du Conseil Municipal : Panique à bord et mépris sur la ville**  
**Communiqué de presse**

Collectif du 5 novembre – Noailles en colère,  
Marseille, le 9 décembre 2018

Jean-Claude Gaudin vient d'annoncer par voie de communiqué de presse l'annulation du conseil municipal du 10 décembre, en prévision de « débordements ». **Cette décision révèle une nouvelle fois que la panique s'est emparée de la majorité municipale et que celle-ci continue de mépriser les revendications légitimes des marseillais·es pour le logement et le droit à la ville.**

**L'Assemblée des délogé·es qui s'est tenue hier, samedi 8 décembre, a tenu à dénoncer fortement la désinformation orchestrée par la Mairie à laquelle vient donc s'ajouter une dose supplémentaire de mépris.** Les occupant·es à qui l'on a proposé de réintégrer leurs logements sont en réalité laissé·es à l'abandon, sans eau ni énergie, les expertises et arrêtés sont toujours inexistantes pour la plupart. Contrairement à ce que dit la Mairie, aucun agent municipal n'a été aperçu pour accompagner les relogé·es dans leurs hôtels et les propositions de relogement ne correspondent pas aux besoins des personnes dans la grande majorité des cas. **Là où ce conseil municipal aurait du permettre de prendre des mesures fortes, concernant la gestion de l'urgence comme la résorption de l'habitat indigne, J-C Gaudin décide donc de reporter aux calendes grecques la protection de ses administré·es.**

Les soi-disant « débordements » liés aux manifestations pour le logement sont en réalité la conséquence de ce mépris social et politique, de l'absence de décisions claires des pouvoirs publics auquel s'ajoute la répression policière démesurée. Nous l'avons déjà documenté et dénoncé : les interventions policières du 14 novembre et du 1<sup>er</sup> décembre étaient clairement disproportionnées. Le dispositif policier prévu pour demain prévoyait d'ailleurs de nous contenir au bord du port, mettant en danger les manifestant·es. Ces violences ont conduit au décès de Mme Zineb Redouane le 2 décembre. J-C Gaudin ne peut se cacher derrière ces violences orchestrées pour masquer son absence de politique digne pour les marseillais·es.

Cette violence et cette panique orchestrée doivent cesser. **Nous appelons l'ensemble des Marseillais·es à se mobiliser dans le calme comme prévu, demain dès 8h devant la Mairie. Nous appelons la préfecture à reprendre en main cette situation catastrophique** et obliger l'ensemble des institutions (Mairie, MPM, CD13, Région) à ouvrir de véritables négociations avec les collectifs et associations. **L'Etat, compétent en matière de logement, santé et sécurité publique, ne peut pas continuer plus longtemps à se cacher derrière la municipalité et doit enfin prendre sa part de responsabilité dès maintenant pour le relogement des habitant·es.**